Le Gicq : finances de la commune

Commune · Charente-Maritime (17) · 119 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Le Gicq affichait un encours de dette de 18 k€, soit 154 € par habitant, une épargne brute égale à 44,9 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,4 ans.

Dette par habitant
154 €
18 k€ au total

Capacité de désendettement
0,4 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
44,9 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
443 € / hab.
53 k€ au total

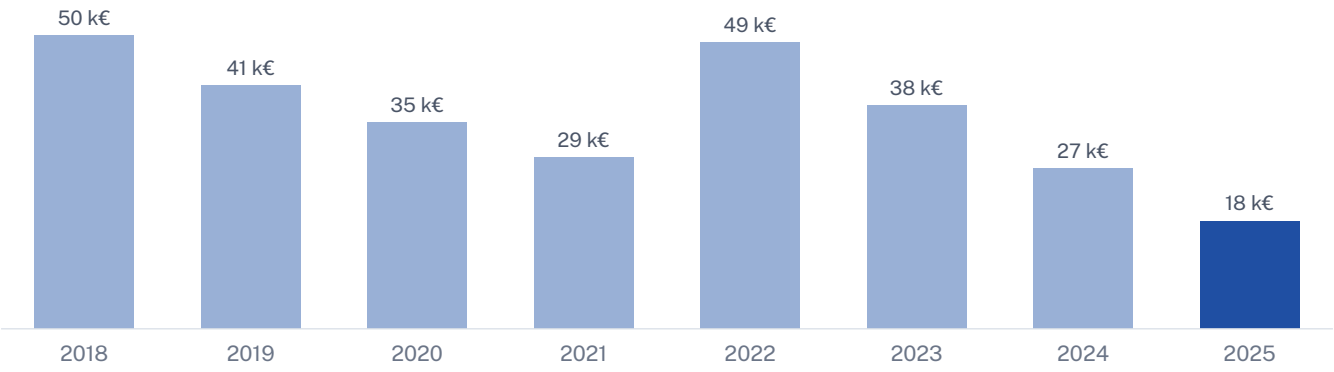
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	443 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	23,9 %	106 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	44,9 %	361 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	154 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	66 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	320 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 50 k€ en 2018 à 18 k€ en 2025 (-63,3 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	50 k€	34,3 %	1,8 ans	0 €
2019	41 k€	34 %	1,5 ans	13 k€
2020	35 k€	31,7 %	1,4 ans	51 k€
2021	29 k€	38,6 %	0,9 ans	1 819 €
2022	49 k€	41 %	1,4 ans	8 338 €
2023	38 k€	42,4 %	0,9 ans	7 742 €
2024	27 k€	38,1 %	0,7 ans	6 624 €
2025	18 k€	44,9 %	0,4 ans	7 800 €

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Le Gicq	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	154 €	209 €	−26,4 %
Impôts locaux par habitant	320 €	365 €	−12,6 %
Frais de personnel par habitant	106 €	254 €	−58,3 %
Investissement par habitant	66 €	415 €	−84,2 %
Taux d'épargne brute	44,9 %	33,1 %	
Capacité de désendettement	0,4 ans	0,3 ans	

Jumelles : Aincille (64), Bouillac (24), Bezolles (32), Roubion (06), Aize (36), Raincourt (70), Tourliac (47), Betbezer-d'Armagnac (40), Saint-Marc-à-Loubaud (23), Saint-Vert (43). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	133	119	−10,5 %	+2 %
Dette par habitant	311 €	154 €	−50,5 %	−24,6 %
Impôts locaux par habitant	224 €	320 €	+42,9 %	+28,6 %
Frais de personnel par habitant	179 €	106 €	−40,8 %	+23,2 %
Taux d'épargne brute	34 %	44,9 %	+10,9 points	−5,2 points
Capacité de désendettement	1,5 ans	0,4 ans	−1 an	−0,2 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		685 €		1 441 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Le Gicq	Comparaison
Habitants (2023)	121	−8,3 % depuis 2012 (département : +6,9 %)
65 ans ou plus (2023)	23,8 %	département : 29,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 3,8
Salariés du secteur privé (2025)	13	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

70 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 30 emplois, soit 46 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	2,3 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	13,9 %	9,7 %	6,6 %	0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	13,9 %	13,5 %	20,1 %	19,2 %
Professions intermédiaires	19,4 %	25,1 %	26,4 %	0 %
Employés	19,4 %	28,6 %	26,1 %	0 %
Ouvriers	33,3 %	20,8 %	19,5 %	80,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Nouvelle-Aquitaine

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	50 290	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	39 830	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	38 670	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	36 450	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 650	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 900	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	32 950	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	31 890	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 170	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	29 890	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	25 910	1 %
Assistants maternels agréés	23 890	0,9 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Charente-Maritime (17)) : 33 338 au moins, dont 47,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	2 621	61,2 %
Viticulteurs, arboriculteurs	2 044	26,8 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 883	48,1 %
Agriculteurs	1 664	54,9 %
Cuisiniers	1 445	64,9 %
Pêcheurs et aquaculteurs	1 442	54,6 %
Employés de l'hôtellerie	1 374	67,2 %
Employés de libre service	1 071	20,9 %
Agents d'entretien de locaux	985	63,8 %
Aides-soignants	933	57,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Le Gicq
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	6 218 € pour 2 projets
Par habitant	52 € (communes de même taille : 260 € ; département : 130 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	30,2 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.